

L'ASSAUT

HEBDOMADAIRE DE COMBAT POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Directeur A. FABRE-LUCE

Il nous envoie sa défense

Lettre ouverte à André Gide, trotskiste

(Vois au désert)

par Alfred Fabre-Luce

CHER André Gide, Vous semblez craindre que les adversaires du communisme ne fassent un trop grand succès à votre *Retour de l'U. R. S. S.* Vous n'aurez pas à me faire ce reproche. C'est votre position présente que j'entends dénoncer.

En vous lisant, j'ai été frappé d'une rencontre qui est certainement toute fortuite. Votre livre reprend et ratifie chacune des appréciations portées par Doriot sur l'état présent du régime soviétique dans son discours du 28 juin, à Saint-Denis. Une comparaison détaillée serait amusante. Je veux seulement retenir l'essentiel : vous pensez l'un et l'autre qu'un régime de castes s'est reconstitué en Russie. Cette identité de jugement entre deux



manifeste envers lui une relative indulgence. C'est vous qui l'accablez, en refusant au système toute part de responsabilité. Après avoir loyalement posé la question, Doriot concluait :

« La cause profonde de l'échec socialiste en U. R. S. S., c'est que le marxisme ne tient aucun compte du facteur humain. » Vous n'envisagez même pas ce problème. Vous préférez employer ce procédé facile qui consiste à « sauver » une utopie en chargeant un boué émissaire. Croyez-vous vraiment que les hommes qui dirigent la Russie soviétique aient abandonné seulement par intérêt, par égoïsme ou par faiblesse la voie ouverte par Lénine ? N'est-il pas plus raisonnable de penser qu'ils ont, à l'encontre de leur inclination première, tiré

la leçon d'une longue lutte avec l'humain ?

A cette injustice correspond une carence de votre pensée devant l'avenir. Vous avez entraîné dans la politique nombre d'intellectuels ; vous les avez invités à suivre un pays, un homme ; et, maintenant, vous les abandonnez dans le désert.

Le Ministre des Finances écrit à « l'Assaut »

Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, le 19 novembre 1936,

Monsieur le Directeur,

A la suite de l'article paru, le 13 octobre 1936, dans le premier numéro de votre hebdomadaire *l'Assaut*, sous le titre : « Les dessous de la dévaluation — une nouvelle affaire Staviski », j'ai saisi, à la date du 22 octobre, M. le garde des Sceaux d'une plainte pour atteinte au crédit de la nation.

Dans les numéros postérieurs et plus particulièrement dans votre numéro du 3 novembre, vous prétendez que cette plainte constitue une diversion classique qui permet de dire à un « député curieux » que la justice est saisie et vous ajoutez : « A la veille de la rentrée des Chambres, le Gouvernement tente de se couvrir contre la proposition d'une enquête parlementaire seule capable de faire la pleine lumière sur les collusions politico-financières de juin-septembre 1936. » Enfin, dans votre dernier numéro, vous affirmez que le Gouvernement tente d'éviter une enquête publique et vous exposez inexactement le contenu de ma plainte.

Festime ces appréciations

Lettre ouverte à M. André Gide, trotskiste

Votre livre, certes, nous apporte un message précieux. Il nous aide à voir que Staline, quoi qu'il prétende, ne représente plus aujourd'hui un idéal, mais seulement les intérêts d'une Russie éternelle où des tzars bolcheviks succèdent à des tzars antibolcheviks. Il nous montre que l'U. R. S. S. de 1936 cherche simultanément à faire la révolution chez les autres et à l'anéantir chez elle. Un communisme français ne serait demain que l'instrument d'un conservatisme russe : après vous avoir lu, nul ne saurait en douter. Cette démonstration négative était nécessaire, et je suis heureux que vous l'ayez renforcée de votre autorité. Mais croyez-vous qu'elle puisse suffire ?

Je m'adresse à vous en tant que pasteur. (C'est à dessein que je choisis ce mot qui revient souvent dans votre œuvre et qui rappelle votre hérédité protestante.) J'ai tort, peut-être, d'y insister, car il est visible que ce rôle déjà vous pèse et que vous l'aviez adopté un peu à la légère. Après vous avoir lu, on reste stupéfait devant la candeur politique d'un grand esprit. Quoi ! Il a fallu que vous montiez en wagon pour découvrir que la libre discussion est interdite à Moscou, que l'aristocratie soviétique est une aristocratie du « bien-penser » et que le bonheur du peuple russe est assuré par sa parfaite ignorance du monde extérieur ? Vous n'aviez donc lu aucun récit de voyageur ? Si votre méfiance du témoignage était à ce point, vous avez commis une grande faute en retardant votre enquête personnelle... Mais, d'ailleurs, pourquoi parler de « témoignages » ? Vous vous avisez soudain, en l'an de grâce 1936, que « supprimer l'opposition dans un Etat, c'est chose extrêmement grave ». N'aviez-vous donc pas entendu dire que le régime établi en Russie depuis 1917 s'appelle officiellement *la dictature du prolétariat* ?

Permettez-moi de vous le dire franchement : ce que vous aviez dans l'esprit, c'était un conte bleu. Vous vous figuriez qu'il était possible, dans une grande nation, de supprimer le ressort de l'intrêre sans le remplacer par une pression de l'autorité. Vous imaginiez une sorte d'harmonie préétablie qui fe:ait vivre les artistes en accord naturel avec leur milieu social. Ces vues rousseauistes sont incompatibles avec les traits permanents de la nature humaine. Un homme sans « impérialisme » n'est pas pleinement un homme ; un artiste qui s'accommode du conformisme régnant (il y en aura toujours un) n'est pas pleinement un artiste. Vous savez maintenant que votre rêve était un rêve : mais c'est contre le réel que vous semblez en ti-

rer argument... Je crains bien que vous ne soyez jamais satisfait de rien. Quand un bureau de poste du Caucase refuse votre télégramme à Staline parce qu'il ne contient pas l'expression « maître des peuples », vous trouvez que le régime soviétique n'est pas assez communiste. Mais, quand vous visitez un kolkoze d'où toute vie individuelle est bannie, vous trouvez qu'il l'est trop. Vous souhaitez la victoire du Front populaire espagnol ; mais à lire votre livre, il est trop évident que vous dénonceriez solennellement, dans un volume à grand tirage, le régime qui en serait issu. Vous n'êtes pas capable d'accepter les imperfections de toute chose humaine, les rançons des systèmes que vous croyez préférer. Vous n'avez pas une tête politique.

Je vous en prie, ne me faites pas une réponse à la Benda... « Les clercs n'ont qu'à dire le vrai sans se préoccuper des conséquences. » D'un vieux philosophe, j'admets cette attitude et je reconnais qu'elle peut, chez lui, comporter de la grandeur. Mais vous voulez, Gide, être un jeune, et je n'ai jamais trouvé que cette prétention fût ridicule ou odieuse. Tel que je vous ai connu à Pontigny, vous étiez vraiment le moins sénile d'entre nous : curieux, pétillant, malicieux, et amoureux des beaux textes classiques comme on l'est à dix-huit ans. Je vous retrouve tel dans vos derniers écrits. Ce qui, malgré tout, retient votre sympathie dans l'U. R. S. S., ce n'est pas la progression de ses usines, mais l'épanouissement de sa jeunesse. Vous avez vu dans les « parcs de culture » russes de beaux adolescents qui s'adonnaient aux sports et dont les visages rayonnaient de ferveur. Mais vous les auriez vus aussi en Allemagne, en Italie. Ces terrains de jeux sont les mêmes sous des régimes qui remplissent le monde du bruit de leur antagonisme. Depuis quelques années, la joie du corps se répand partout, sauf dans quelques démocraties vieillies. Nous connaîtrons aussi ce grand rajeunissement social. Mais quel est en France le plus court chemin vers lui ? Est-ce ce trotskisme sans espoir où vous vous retranchez maintenant ? N'est-ce pas plutôt ce « fascisme » auquel vous croyez encore devoir vous opposer ?

Votre voyage en U. R. S. S. vous a rendu, semble-t-il, un goût assez vif pour le régime parlementaire. Mais si aujourd'hui ce régime recule dans le monde entier, c'est parce qu'il ne paraît plus un refuge assez assuré contre la tyrannie soviétique qui vous effraie. 1917 sera dans l'Histoire la date qui ouvre l'ère des révolutions fascistes (Russie comprise). Je vais même jusqu'à penser que le petit épisode

communiste du début sera rapidement oublié. Mais alors, les grands responsables du « fascisme » ne seront-ils pas les hommes qui, comme vous, auront répandu, avec l'autorité qu'ils tenaient de leurs dons, la menace soviétique à travers le monde ? Les réflexes de défense que vous avez suscités, mon cher Gide, sont aujourd'hui une des forces du « fascisme » français.

Puisque ce mot absurde de fascisme revient malgré moi sous ma plume, voulez-vous que nous nous en expliquions franchement ? Je crois que je puis servir de témoin, car je n'appartiens à aucun des grands partis qualifiés de « fascistes », mais j'ai assez d'amis parmi eux pour connaître leur pensée profonde. Ils sont, composés d'hommes qui reconnaissent que le système soviétique appelle un contre-poids de même force, mais ne l'acceptent que comme une douloureuse nécessité et souhaitent sincèrement de limiter ce retour à l'autorité. Dans l'ordre de la tyrannie, le fascisme est moins barbare que le communisme. Il ne dispose pas de cette grande machine de nivellement des personnes que constitue la socialisation des biens. Il se laisse tempérer — du moins dans les pays latins — par des forces morales ou religieuses, extérieures à lui, qu'il consent à respecter. Nos « fascistes » le savent. Ils préféreraient donc éventuellement, si l'alternative s'imposait, le fascisme au communisme. Mais ils espèrent encore que le choix nous sera épargné.

Qu'est-ce qui vous sépare d'eux ? L'anticapitalisme ? Ils partagent le vôtre. Les plus ardents épousent même, je le crains, l'absurde illusion qui vous fait croire dans le dernier volume de votre Journal — à l'encontre de toutes les statistiques — que « ce qui fait aujourd'hui pour certains la grande part du gâteau, c'est l'absence de pain pour beaucoup d'autres ». Je m'attarderai pas à discuter ce point : les événements se chargeront, hélas, de montrer à toutes les classes leur solidarité). Les plus conscients, quand ils combattent les formes « cancéreuses » du capitalisme, ne font que rester fidèles à leur tendance essentielle, qui est de s'opposer à toute menace contre la survivance des classes moyennes.

Je m'arrête, car pour être complet il y aurait encore trop à dire. Je regrette que cette lettre n'ait pas mieux exprimé le respect que je ressens pour votre personne et votre œuvre. Mais vous vous êtes situé volontairement à la pointe du combat et vous ne craignez donc pas les coups. Puissiez-vous contribuer à vous persuader de prendre jusqu'au bout vos responsabilités !

ALFRED FABRE-LUCE.